



Communiqué de presse

Oui à l'indispensable réforme du lycée

Dès 1991, la Fédération PEEP demandait dans son projet « le lycée du 21^e siècle : choisir et non subir » la souplesse des choix, l'accompagnement des élèves, la préparation à l'enseignement supérieur.

La Fédération PEEP affirme que la réforme du lycée est une nécessité et adhère aux grandes lignes de cette réforme :

- 3 heures d'accompagnement personnalisé, assurées par les enseignants, aux cours desquelles les élèves pourront reprendre ce qu'ils n'ont pas compris, travailler sur leur orientation, approfondir les notions abordées...
- Les modules semestriels donneront de la souplesse et permettront aux élèves de diversifier leurs connaissances. Le cadre rigide de l'actuelle seconde est en décalage avec la diversité des goûts et des talents, elle est source d'échec et de découragement pour les élèves.
- La préparation à l'enseignement supérieur : comment peut-on refuser cette avancée quand nous, parents, constatons le gâchis humain et économique de l'échec en premier cycle supérieur ?

Bien sûr, il reste des points imprécis, des incertitudes qu'il convient de lever, les lycéens et leurs parents s'inquiètent d'autant plus qu'ils n'ont pas suffisamment d'éléments. La PEEP participe depuis le début à la concertation initiée par le ministère de l'Éducation et continuera à être un partenaire actif, respectueux mais libre de paroles, soutien de la réforme mais critique si nécessaire.

Il est temps de privilégier et de mettre l'accent sur la communication afin de lever les incertitudes par une information claire de nature à éviter toutes les confusions et tous les amalgames.

La PEEP dénonce encore une fois l'action de tous ceux qui préfèrent l'immobilisme et pratiquent systématiquement la désinformation et la manipulation.

Oui, la PEEP attend cette réforme du lycée et appelle les parents à se mobiliser afin que les décideurs ne reculent pas devant les conservatismes de tous bords qui paralysent l'Éducation nationale depuis bien trop d'années.

Assez de temps perdu, nous voulons une réforme pour nos enfants, pas pour nos petits-enfants !

Le 10 décembre 2008